

Intervention sur la fermeture de l'Association Orly International

Intervention de Imène Soud

Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président,

Cher(e)s collègues,

Je souhaite ici exprimer notre regret – et même notre inquiétude – face à la disparition d'Orly International.

Cette association jouait un rôle important sur le territoire, autour de l'aéroport d'Orly et du MIN de Rungis, en réunissant collectivités, entreprises, et acteurs de l'emploi et de l'insertion. **Elle contribuait concrètement à une dynamique territoriale utile et reconnue.**

C'est une véritable catastrophe pour les habitant·es de nos communes. **Orly International était un outil précieux pour lutter contre une injustice forte du pôle Orly-Rungis**, où les nombreux emplois présents ne bénéficient pas suffisamment à nos habitants.

Depuis sa création en 2006, **cette association a contribué à l'insertion professionnelle de milliers de personnes grâce à un accompagnement spécifique, dans des secteurs aussi divers que l'aérien, l'aéroportuaire, la logistique, le tertiaire, la restauration, le service ou encore l'agroalimentaire.**

Un exemple très parlant : lors du dernier événement qu'elle a organisé, les « Rendez-vous pour l'Emploi au Marché de Rungis », le 3 avril dernier, ce sont :

- **1400 visiteur·ses qui ont été accueilli·es,**
- **1500 offres d'emploi proposées,**
- **1061 rendez-vous réalisés, dont plus de 500 candidatures spontanées,**

- **et 415 candidat·es retenus pour un second entretien, soit plus de 40 % des entretiens menés.**

Des résultats concrets, en progression constante depuis plusieurs années. Et cela en complémentarité avec les autres dispositifs cités dans le rapport – Aérowork ou la nouvelle antenne France Travail – qui, faut-il le rappeler, n'ont pas vocation à remplacer Orly International.

La décision de dissoudre cette structure marque un recul : recul de la concertation entre partenaires locaux, recul d'une action publique construite avec les territoires.

Et cela intervient à un moment où les urgences sociales et environnementales s'intensifient, et où le taux de chômage repart à la hausse sur ce premier trimestre 2025.

Certes, l'emploi n'est pas une compétence directe du Département – comme le souligne le rapport – mais ses conséquences, elles, nous concernent pleinement : **hausse des allocataires du RSA, tensions accrues sur les politiques d'insertion, fracture territoriale renforcée.**

Nous avons donc la responsabilité de rester mobilisé·es, et de veiller à ce que les besoins des habitant·es, des salarié·es, et du territoire val-de-marnais ne soient pas les laissé·es-pour-compte de décisions comme celle-ci.

Au vu de ces éléments, notre groupe votera donc contre ce rapport.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi